

17 novembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les efforts gouvernementaux en faveur de l'industrie, notamment sur le rôle du Fonds stratégique d'investissement, à Paris le 17 novembre 2011.

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Directeur général de la Caisse des Dépôts,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs,

Il y a trois ans, à Argonay, et quelques jours plus tard à Montrichard devant les salariés de l'usine Daher, j'annonçais la création du Fonds Stratégique d'Investissement. Nous étions le 20 novembre 2008 et nous vivions le déclenchement d'une crise financière d'une ampleur exceptionnelle, avec pour conséquence le tarissement des moyens de financement de nos entreprises et le risque que certaines d'entre elles soient rachetées à bon compte par des spéculateurs.

J'avais en mémoire la disparition de certains fleurons de notre industrie. Je pensais à Pechiney racheté en 2003, sans que le gouvernement n'ait pu l'empêcher. J'avais aussi le souvenir du sauvetage d'Alstom que nous avons organisé.

On nous disait que cette entreprise n'était bonne qu'à disparaître. Que s'est-il passé ? L'État a sauvé Alstom, a revendu ses parts avec une plus-value. Je me souvenais aussi de notre intervention dans le capital des Chantiers de l'Atlantique, pour garantir le maintien de ce fleuron industriel. Si nous ne l'avions pas fait, les Chantiers n'existeraient plus. Des milliers d'emplois, mais surtout un savoir-faire centenaire et le dernier grand chantier de construction navale français auraient disparu.

Notre démarche était fondée uniquement sur le souci de préserver les capacités industrielles de notre pays. L'industrie doit être notre obsession quotidienne. En somme, la politique industrielle, mot qui avait été banni du vocabulaire et de la pensée politique depuis des années était de nouveau une priorité absolue.

Ma responsabilité, c'est l'avenir de la France, c'est l'emploi des Français. Nous ne pouvons pas nous passer d'une politique industrielle forte.

L'industrie, c'est beaucoup plus que sa part dans le PIB. L'industrie, c'est 30% de l'investissement privé, 90% de la recherche privée, 80% de nos exportations. L'industrie, c'est notre indépendance, avec la défense et avec le nucléaire.

Depuis 2007, nous avons traversé trois crises : une crise financière, une crise économique, et aujourd'hui une crise de la dette.

Ces trois crises sont aussi l'expression d'une crise plus profonde de notre modèle de développement, c'est la crise d'une société dont certains ont cru qu'elle pouvait se développer sans l'industrie. On parlait même de société post-industrielle.

Depuis 20 ans, grâce à la baisse des coûts de transport, à l'intégration des processus de production, de nouvelles économies ont émergé, notamment en Asie, - dont le modèle de développement repose sur des coûts faibles de la main-d'œuvre. En 20 ans, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale et 500 millions de personnes, en Chine, sont sortis de la

pauvreté.

Mais cette mondialisation a aussi entraîné de profonds dérèglements de notre société et de nos économies. Face à la concurrence des pays qui produisent à bas coût, nos territoires ont perdu les emplois industriels les moins qualifiés. En France, un demi-million d'emplois industriels ont été perdus entre 2000 et 2007. En 20 ans, la part des pays industrialisés dans le commerce mondial a diminué d'un quart, passant de 84% en 1990, à 76% en 2000, et 64% en 2010. Le déclin industriel s'est accompagné d'une financiarisation accrue de nos économies, conduisant aux excès que nous avons connus pendant la crise financière. Et dans le même temps, pour financer nos dépenses courantes et notre modèle social, nous avons accumulé des déficits et des dettes dont nous voyons aujourd'hui qu'il est incontournable de les réduire. Enfin et surtout nous payons toujours le prix d'erreurs qui ont sapé durablement notre compétitivité : alors que l'Allemagne se réformait, la France a été le seul pays au monde à mettre en place les 35 heures, comme si on pouvait avoir plus de croissance en travaillant moins.

Depuis 2007, nous avons souhaité redonner tout son sens à la politique industrielle. Nous avons mis en place les instruments nécessaires d'une politique ambitieuse, autour de la compétitivité, de l'innovation, du financement et de la structuration des filières.

Permettez-moi d'insister sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il y a plusieurs méthodes en la matière.

Il y a une méthode qui ne marche pas et qui consiste à faire toujours plus de dépenses publiques, et à combler le déficit de la Sécurité Sociale à coup d'augmentation des charges et des cotisations. Ce qui favorise un mouvement de délocalisation qui n'a vraiment pas besoin d'être favorisé.

Il y a une méthode qui fonctionne : le respect des objectifs de dépenses d'assurance-maladie, la réforme des retraites qui préfère l'augmentation du temps de travail à l'augmentation des cotisations ou la suppression de la taxe professionnelle pour cesser de taxer l'investissement productif. Dans un contexte financier dont chacun connaît les contraintes, nous avons maîtrisé les charges qui pèsent sur les entreprises, l'emploi et la compétitivité.

Naturellement, la compétitivité est la seule garante de l'emploi. Je sais que, dans le contexte économique que nous traversons, concilier compétitivité et emploi peut paraître une gageure. A cet égard le plan de compétitivité annoncé par PSA a suscité une grande émotion dans notre pays. Je me suis entretenu hier soir et ce matin avec Philippe VARIN et je peux vous annoncer qu'il n'y aura pas de plan social en France chez PSA. En particulier, les 2 000 salariés du groupe les plus directement concernés par ce projet seront tous reclassés, soit à l'intérieur du groupe, soit à l'extérieur du groupe, notamment chez ses prestataires. J'ajoute qu'il n'est pas question que PSA réduise ses dépenses de recherche en France au moment même où la France s'est dotée du système fiscal avec le crédit impôt-recherche le plus favorable au monde pour l'innovation. La recherche de la compétitivité ne peut se faire que par un effort supplémentaire d'innovation et en rassemblant autour de l'entreprise, autour de la marque, le consensus social de l'ensemble des salariés. Je connais les problèmes de l'industrie automobile. Nous avons supprimé la taxe professionnelle pour aider l'industrie automobile. La taxe professionnelle comptait pour 250 euros par véhicule produit en France. Nous l'avons fait pour l'industrie automobile. Le crédit impôt-recherche, c'est 4 milliards d'euros de dépenses publiques en plus dans le budget de la France. Nous l'avons fait pour l'industrie et les heures supplémentaires défiscalisées, détaxées, nous l'avons fait aussi pour l'industrie. Mais prenons garde, chacun d'entre nous à considérer que les emplois c'est la variable d'ajustement et que vos salariés ne font pas partie du potentiel de l'entreprise. Ce jour-là, ce sera une déconnexion totale entre la France, vos clients et nos entreprises. Prenons garde à cela à ne pas faire des choix qui soient caricaturaux. Il y aura beaucoup à perdre.

Naturellement, je comprends parfaitement les impératifs qui sont les vôtres et la concurrence à laquelle vous êtes soumise. Mais croyez-bien, que dans la période de grave crise que nous traversons, les Français sont très attentifs à ce que nous faisons les uns et les autres. Et l'image d'une marque peut-elle être durablement impliquée dans les erreurs qui ne sont pas des erreurs

de communication, ce sont des choses graves dont il nous faut tenir compte. Restructurer, améliorer la compétitivité, je suis le premier à comprendre ces objectifs. Enfin, nous traversons un moment où la richesse de vos entreprises c'est aussi et c'est peut-être d'abord la qualité des femmes et des hommes qui vous font confiance.

Pour restaurer la compétitivité de notre pays, nous devons aller sans doute plus loin car le financement de notre protection sociale ne peut plus reposer uniquement sur le travail. C'est vrai. Il nous faut là-aussi ouvrir ce débat sur le financement de notre protection sociale pour éviter des prises de position caricaturales. Et j'ai souhaité qu'un Haut Conseil du Financement de la protection sociale nous fasse des propositions dans les quelques semaines pour voir comment doit évoluer le financement de notre protection sociale. Et nous ne partons pas de rien, il y a déjà eu beaucoup de travaux. Des décisions devront être prises en la matière assez rapidement. Mais, l'action de l'Etat ne peut se réduire à créer un environnement favorable au développement des entreprises et de l'emploi. Il est des circonstances où l'Etat doit agir car rien ne serait pire que d'accepter la fatalité de la disparition de certaines de nos entreprises.

L'État doit en particulier pallier la terrible myopie des marchés. Le marché est très utile. Mais le marché n'éclaire pas l'avenir. Parfois le marché, dans des décisions à la minute détruit de la valeur, des emplois et des compétences de façon irrémédiable. Aujourd'hui plus que jamais, les raisons qui ont motivé la création du FSI sont d'actualité.

Ce dont nous manquons en matière de politique industrielle, c'est d'un outil permanent et souple au service des entreprises capables de mobiliser des moyens financiers importants. La création du Fonds Stratégique d'Investissements répond à ce besoin. A un certain moment en 2009 le marché disait que vos entreprises ne valaient plus rien. Fallait-il l'écouter ? Fallait-il laisser vos entreprises rachetées à vil prix par des financiers ? Au prétexte que le marché avait dit que vos entreprises ne valaient plus rien ? Et on se serait réveillés l'année suivante avec les fleurons de notre politique industrielle disparus.

Bien sûr, l'État n'a pas vocation à diriger les entreprises. Bien sûr, nous ne voulons pas de nationalisation car elles répondent à une idéologie de défiance vis-à-vis de l'entreprise. On a essayé les nationalisations dans notre pays au début des années 80. Cela a conduit à la catastrophe que l'on connaît. J'ai au contraire pleinement confiance dans les entrepreneurs. Mais soyons clairs, l'État n'a pas vocation à soutenir des entreprises qui ne sont pas viables. Cessons les caricatures. Ce serait gaspiller l'argent des contribuables et des ressources qui seraient mieux utilisées ailleurs avec plus d'effet. Et ça serait plus grave encore donner de faux espoirs aux salariés. Mais pourquoi s'interdire d'agir lorsque c'est nécessaire au regard des intérêts de notre pays et si de surcroît l'Etat y trouve son compte sur le plan financier ! Je me souviens de la polémique au moment d'Alstom, un certain nombre de mes amis dire : « pourquoi nationaliser Alstom ? » Parce que j'avais refusé son démantèlement. Aujourd'hui est-ce que l'on me dirait la même chose ? Et sans l'Etat, est-ce qu'Alstom gagnerait des parts de marché partout dans le monde ?

J'ai tout entendu lors de la création du FSI : protectionnisme, dirigisme, retour aux nationalisations. Que d'excès ! Aujourd'hui, je constate que l'existence du FSI fait consensus et que personne ne songe une seconde à remettre le FSI en cause.

Avec le FSI nous pouvons stabiliser le capital d'entreprises importantes pour notre économie, dont l'actionnariat a été éclaté ou les titres sous-évalués. Je ne laisserai pas de grandes entreprises françaises être victimes d'offres de rachat prédatrices. Et si l'économie de marché c'est permettre à un fonds spéculatif de racheter une entreprise qu'il a fallu des décennies pour créer, de la découper en morceaux, de la vendre à l'encan, ça ce n'est pas l'économie de marché que j'aime parce que c'est l'économie de marché qui détruit de la valeur et qui n'en crée pas. Ça c'est la déviation de l'économie de marché

Avec le FSI nous pouvons apporter aux entreprises porteuses de croissance et de compétitivité les fonds propres nécessaires à leur développement et à leur mutation. Le FSI peut également accompagner des entreprises viables, mais qui traversent une période de difficulté et ont besoin de moderniser leur appareil productif. Le marché aussi ne voit pas ça, il y a des entreprises qui peuvent réussir à dix ans et le marché demander des résultats à un an

peuvent réussir à dix ans et le marché demande des résultats à un an.

Si le FSI se doit d'être un investisseur avisé, et donc de rentabiliser ses investissements, je souhaite qu'il soit un investisseur au service de l'intérêt général. Nous n'avons pas besoin d'un hedge fund de plus - il y en a assez - avec des exigences de rentabilité et de dividendes délirants ! Cela non plus, ce n'est pas l'économie de marché, ces fonds qui exigent des entrepreneurs des rendements de 10% chaque année, qui détruisent de la valeur, qui font appel à la spéculation et qui ignorent la réalité du vrai marché des consommateurs. J'observe d'ailleurs que plus on parle de marché, plus on oublie les consommateurs. De quel marché parlons-nous ? Du marché des financiers ? Du marché de la spéculation ? Ou du marché des consommateurs ? Non, le vrai marché, c'est celui des consommateurs et, Mesdames et messieurs, les consommateurs, ce sont aussi vos clients, ce sont d'abord vos clients. Le FSI doit contribuer à structurer notre tissu industriel, à renforcer nos filières d'excellence et à faire émerger les champions dans les filières porteuses d'avenir. Je souhaite qu'il fasse preuve de plus d'audace.

Le bilan de ces trois ans d'investissements est considérable. Depuis janvier 2009, le FSI a permis d'investir en fonds propres près de 6 milliards d'euros dans des entreprises françaises de toutes tailles. 6 milliards d'euros.

Il s'agit de grandes entreprises, fleurons de l'industrie de notre pays : Technip, Vallourec, CGG Veritas, Valéo, Nexans, Limagrain. Pour certaines d'entre elles nous avons constaté que des menaces pesaient sur leur indépendance. Nous avons agi rapidement de telle sorte qu'elles soient préservées.

Parallèlement, le FSI a pris des participations directes dans 18 entreprises de taille intermédiaire, Daher, dans l'aéronautique, les agro-industries avec le groupe Grimaud. Il a investi directement dans 30 PME importantes, qui ont vocation à devenir les entreprises de taille intermédiaire de demain. Alors je sais, il est étonnant, dans un pays aussi bancarisé que la France, qu'on soit obligés de faire un fonds public. Cherchez le problème. Je crains qu'il ne soit pas du côté de l'État, le problème.

Le FSI a aussi permis de sauver des entreprises traversant une mauvaise passe : cela arrive, dans la vie, de traverser des mauvaises passes. Et ce n'est pas pour ça que vous devez être condamné parce que vous traversez une mauvaise passe, que vous devez être accablé parce que vous traversez une mauvaise passe. Au contraire, il faut vous tendre la main, il faut vous aider. Ainsi sans le FSI, Mecachrome, cette pépite technologique, aurait disparu avec ses 1600 emplois en France et des dégâts incommensurables pour les filières aéronautique, automobile et nucléaire. Le FSI a agi à travers des fonds qui, avec l'apport d'autres partenaires, permettent de démultiplier son action. Son rôle dans ce domaine est plus méconnu mais il est massif. Depuis 2009, ce sont plus de 3 milliards d'euros qui ont été apportés à 1 600 entreprises.

Le FSI est ainsi présent dans plusieurs fonds de filières pour les équipementiers automobiles, les industries de la santé, les industries liées à la forêt, ainsi que dans un fonds destiné aux entreprises en difficulté qui ont un potentiel de rebond.

Il participe également, à travers le programme « France Investissement » à 221 fonds nationaux et régionaux pour le financement des PME, qui investissent chaque année plus d'un milliard d'euros dans des PME. Ces fonds sont en particulier présents sur les segments les plus risqués de l'amorçage et du capital risque.

Au cours des dernières années, si le FSI n'avait pas maintenu son niveau élevé d'investissement dans ces fonds, c'est l'ensemble du capital risque en France -- j'emploie un mot fort - qui se serait écroulé. Parce que le marché, pas celui des consommateurs, celui de la finance, trouve tout l'argent qu'il faut pour acheter à des prix incroyables un terrain immobilier quand il y a de la spéculation ou pour investir dans le numérique, dans des entreprises où il y avait parfois, pas de produits, pas de clients, pas d'acheteurs. Mais en revanche, quand une PME demande un investissement pour changer une machine, alors là on ne trouve plus personne. Nous avons donc décidé de renforcer la contribution publique à ce programme en le portant à un demi-milliard d'euros par an.

Ce qui a été réalisé est considérable et je remercie l'ensemble des acteurs qui ont concouru à cette réussite. Le FSI est maintenant reconnu comme un outil indispensable de financement.

Mais, je dois vous le dire en toute franchise : il ne peut être question que le FSI, alors que la croissance ralentit, poursuive sur le rythme qui fut le sien ces derniers mois. Je vous demande de l'audace. Je vous demande un engagement sans faille en faveur de l'industrie. Que les choses soient claires, le FSI ne doit pas perdre d'argent mais doit être au service du développement, de l'innovation de l'emploi. Si le FSI a les mêmes critères que les hedge fund, alors on aura échoué. Et je refuse que dans les circonstances actuelles la politique du FSI puisse être dirigée par des objectifs qui soient des objectifs de rendement, mais des objectifs d'investissement et j'assume mes choix, sinon, on n'aurait fait qu'un fonds de plus.

Et le gouvernement vous donnera les moyens de cette politique 1,5 milliards d'euros issus des fonds d'épargne sont affectés au FSI. Je rappelle que par ailleurs, d'autres moyens de financements seront mobilisés l'an prochain en faveur des PME grâce à la création du livret de développement industriel durable. Concrètement cela signifie 3 milliards d'euros de ressources supplémentaires pour l'investissement des PME.

Je souhaite aussi que le FSI soit plus présent sur le terrain, en région, et renforce son activité de soutien direct aux PME. Je souhaite aussi que l'action des différents organismes d'appui au financement des entreprises soit mieux coordonnée. Nous allons donc créer le dispositif FSI-Régions dans le cadre d'un partenariat avec OSEO.

FSI-Régions disposera d'une enveloppe de 350 millions d'euros pour ses investissements et aura pour rôle d'accompagner les PME dans leurs recherches de financement, de financer parfois directement leurs projets et d'identifier enfin les rapprochements possibles en vue de favoriser la création d'entreprises de plus grande envergure qui manquent à notre tissu industriel.

S'agissant enfin des crédits accordés par les banques, le Premier ministre les a réunies récemment pour leur rappeler la vigilance de l'État en la matière. Nous maintenons la médiation du crédit en place et avons constitué un observatoire du crédit pour mesurer précisément et régulièrement la bonne distribution du crédit aux entreprises. Nous avons aussi créé la médiation de la sous-traitance qui a permis de traiter 13 000 entreprises.

Je compte sur les banques françaises pour continuer d'accompagner les entreprises et en particulier les PME dans leur développement. Le renforcement de leurs fonds propres, ne doit pas se faire au détriment du financement des entreprises. J'ai demandé au gouverneur de la Banque de France d'être vigilant sur les politiques de distribution de dividendes et sur les bonus. Si on doit augmenter les fonds propres dans une banque on peut mobiliser l'argent des dividendes et celui des bonus. Moins de dividendes en cash, moins de bonus, mais pas moins de crédit aux entreprises et aux particuliers, voilà ce que la France attend de ses banques !

Pour gagner la bataille économique, il nous faut innover davantage et mettre le potentiel extraordinaire des chercheurs de notre pays au service de notre développement économique.

L'effort que nous avons réalisé est sans précédent : le crédit d'impôt recherche 4 milliards d'euros, les 35 milliards d'euros des Investissements d'Avenir, dont 18 concernent l'innovation dans l'industrie, le développement durable et le numérique. Je veux remercier René RICOL.

Le FSI contribuera directement à cet effort en faveur des entreprises innovantes grâce à une enveloppe de 250 M d'euros d'investissements directs.

Enfin je souhaite que le FSI accentue son action en faveur des grandes filières industrielles. En cohérence avec les comités stratégiques de filière que nous avons créés dans le cadre des états généraux de l'industrie, le FSI pourra créer de nouveaux fonds à vocation sectorielle.

- dans l'aéronautique

- dans le domaine de la santé qui est si important

- et dans le domaine des équipementiers et sous-traitants de l'industrie nucléaire

Je voudrais d'ailleurs rappeler avec gravité et solennellement l'importance de l'énergie nucléaire pour l'économie de notre pays. C'est une affaire très importante, c'est une affaire solennelle. Le nucléaire offre à la France une électricité compétitive, non émettrice de CO2 et non dépendante des ressources en énergie fossiles. Abandonner cette énergie, ou réduire autoritairement sa part dans notre mix énergétique sans disposer de solutions de substitution présentant les mêmes caractéristiques, cela signifie des dommages considérables à l'industrie française. Le prix de

L'électricité est l'un des rares avantages concurrentiels par rapport à nos partenaires. Six décennies de travail des ingénieurs français ont donné à l'industrie française, cet avantage concurrentiel irremplaçable. Et dans les six décennies de travail de la France il y a eu des gouvernements de gauche et des gouvernements de droite. C'est le potentiel français, c'est la France : l'industrie nucléaire.

Les industriels paient leur énergie 40% moins cher que les autres pays européens grâce à cette filière industrielle nucléaire.

Toutes les familles politiques françaises ont porté cet effort national sans précédent qui a permis à la France d'être au premier rang, et je ne laisserai pas brader cet avantage pour la France.

Ce serait irresponsable et ça apporterait des conséquences pour nos industries. Imaginez vous industriels, la fin du nucléaire et vous devrez payer l'énergie dont vos industries ont besoin 40% plus cher. Aucun d'entre vous ne pourra s'en remettre.

Ce n'est pas de la politique, ce n'est pas la gauche, ce n'est pas la droite, ce n'est pas l'opposition, ce n'est pas la majorité, c'est la France.

Tous les présidents de la République depuis 1958 ont maintenu l'effort de la France pour que nous soyons l'un des premiers pays au monde, que nous soyons un pays indépendant nous qui n'avions ni gaz, ni pétrole. Je ne laisserai pas remettre en cause ce qui est un atout exceptionnel pour la France.

Et je ne laisserai pas dilapider l'héritage industriel et énergétique bâti ces 50 dernières années et qui a fait jusqu'à présent, grâce au sens de l'État de tous les présidents qui se sont succédés, l'objet d'un consensus politique exemplaire, et si rare dans notre pays et qui emploie plusieurs centaines de milliers de salariés en France.

Je vous l'ai dit avec une certaine gravité parce que je considère que ces choix-là engagent l'avenir de nos enfants et l'avenir de notre pays.

Mesdames, Messieurs,

Ce 3e anniversaire c'est donc une bonne nouvelle, je remercie tous ceux qui ont accepté de prendre la responsabilité du FSI. La crise doit renforcer l'audace du FSI, l'ambition du FSI et la crise doit rassembler l'ensemble de nos concitoyens derrière l'industrie française.

Je vous remercie